**Reconstruction de la cohésion sociale en période post conflit : Expérience de ZOA en territoire d’UVIRA au Sud-Kivu, R.D. Congo**

Par Prof. Bosco MUCHUKIWA

Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Bukavu)

Tél. : (+243) 997. 759. 238

Bosco7muchukiwa@gmail.com

***Mots clés*** : cohésion sociale, conflit, relèvement communautaire, résilience

***Résumé***

Le territoire d’UVIRA est caractérisé par les conflits d’identités territoriales et de haute intensité. Les conflits d’identités territoriales sont meurtriers, ils y opposent les BAFULIIRU et les BAVIRA contre les BANYAMULENGE et les BARUNDI. Les conflits à risque plus élevé ont des racines dans le processus d’organisation de l’espace politique à l’époque coloniale et mêlent les questions de nationalité et d’exercice du pouvoir coutumier[[1]](#footnote-1). Ils constituent une menace à la stabilité, à la paix sociale et à la cohabitation pacifique. Les autres conflits virulents et devenus très violents par la fragilité de l’Etat moderne après la colonisation sont de succession au pouvoir coutumier et éclatent dans les dynasties régnantes[[2]](#footnote-2).

Les conflits sur lesquels les intervenants agissent, sont violents et meurtriers. Ce sont des conflits de longue durée, ils se transmettent aux générations futures et détruisent les liens interethniques. Les pouvoirs publics ont agi pour les éradiquer et établir la cohabitation pacifique sans succès.

En 2011, l’UNHABITAT[[3]](#footnote-3) a identifié sept organisations qui aident l’Etat congolais à restaurer la cohésion sociale sans grand succès. L’organisation internationale ZOA n’a pas été identifiée par UNHABITAT mais agit indirectement ou directement dans le territoire d’UVIRA pour assurer le relèvement communautaire et la reconstruction de la cohésion sociale en période post conflit[[4]](#footnote-4). L’intervention de ZOA soulève trois questions, à savoir : Sur quels conflits ZOA agit-il effectivement pour promouvoir le dialogue interethnique ? Quelles sont ses stratégies d’action pour rapprocher les ethnies et promouvoir la paix sociale ? Quelles sont les leçons à retenir de l’intervention de cette organisation dans le territoire d’UVIRA ? Les réponses à ces trois questions proviennent des entretiens, de l’observation, de la documentation et sont fournies dans le texte pour expliquer l’efficacité de ZOA dans la reconstruction de la cohésion sociale en période post conflit en territoire d’UVIRA.

1. Bosco MUCHUKIWA, *Identités territoriales et conflits dans la province du Sud-Kivu, R.D. Congo*, Genève, Globethics.net, Focus N°34, avril 2016, pp. 31-36. [↑](#footnote-ref-1)
2. René BASHENDE BWEYO, ‘’*Administration et conflit de succession au pouvoir coutumier dans la chefferie-collectivité des Bafuliiru de 1928 à 2014’’*, dans *Annales de l’U.E.A*., N°5, Volume 4, mai 2015, pp. 83-105. [↑](#footnote-ref-2)
3. UNHABITAT, *Conflits fonciers dans la province du Sud-Kivu. Mission d’évaluation ex-ante*, Bukavu, décembre 2011, pp. 30-31. Les sept organisations identifiées par UNHABITAT et s’impliquant dans la gestion des conflits fonciers sont la Commission Diocésaine Justice et Paix, le Pax Christi, Les Héritiers de la Justice, L’Arche d’Alliance, le bureau de Coordination de la Société Civile d’UVIRA, le Réseau des Femmes pour le Développement Associatif, et le Cadre de Concertation Intercommunautaires. Ces organisations pratiquent la sensibilisation, la médiation à travers les comités locaux et appui juridique pour assurer la transformation des conflits. [↑](#footnote-ref-3)
4. Programme ZOA UVIRA, *Le bulletin relèvement communautaire*, N° 1, décembre 2014, 8p. [↑](#footnote-ref-4)